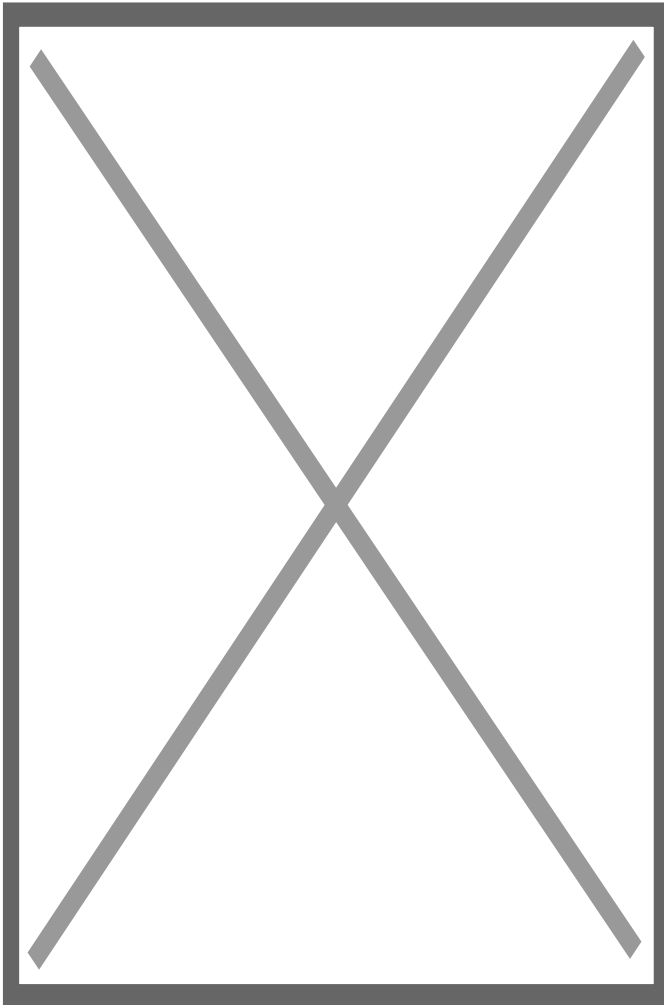


Harvard fait machine arrière concernant un défenseur des droits de l'homme qui a critiqué Israël

Description

Par Jennifer Schuessler et Marc Tracy, le 19 Janvier 2023

La nouvelle selon laquelle l'université avait bloqué l'octroi d'une bourse à l'ancien directeur de Human Rights Watch a suscité un débat sur la liberté académique et l'influence des donateurs.



Kenneth Roth, l'ancien directeur de Human Rights Watch, à New York en avril dernier. La Harvard Kennedy School est récemment revenue sur sa décision initiale de rejeter sa demande de bourse en raison de ses critiques à l'égard d'Israël. Crédit: Todd Heisler/The New York Times

La Harvard Kennedy School a fait marche arrière jeudi et a déclaré qu elle offrirait une bourse   un éminent défenseur des droits de l homme qu elle avait précédemment rejeté, après que la nouvelle de cette décision ait déclenché un tollé public sur la liberté académique, l influence des donateurs et les limites de la critique d Isra l.

La controverse a éclaté au début du mois, lorsque *The Nation* a publié [un long article](#) révélant que l  t  dernier, le doyen de l  cole, Douglas Elmendorf, avait opposé son veto   une proposition du Carr Center for Human Rights Policy de l  cole visant   offrir une bourse d un an   Kenneth Roth, le directeur exécutif de Human Rights Watch, [récemment retraité](#).   l  poque, Elmendorf avait déclaré   ses collègues qu il était préoccupé par l impression que Human Rights Watch avait un parti pris contre Israël, selon deux membres du corps enseignant.

Cette révélation a suscité de vives critiques de la part d  minents groupes de défense de la liberté d expression, une lettre signée par plus de 1 000 étudiants, professeurs et anciens élèves de Harvard critiquant ce qu ils appellent   une décision honteuse de blacklister Kenneth Roth  , et des plaintes privées de professeurs.

Dans un courriel adressé jeudi   la communauté de la Kennedy School, M. Elmendorf a déclaré que sa décision avait été une   erreur   et que l  cole allait adresser une invitation   M. Roth.

Elmendorf, un économiste qui a été directeur du Congressional Budget Office de 2009   2015, a également repoussé l accusation selon laquelle les donateurs avaient influencé sa décision initiale, ce qui a été suggéré dans l article de *Nation* et réitéré dans les [déclarations publiques](#) de Roth.

  Les donateurs n affectent pas notre examen des questions académiques  , a-t-il déclaré dans le communiqué.   Ma décision n a pas non plus été prise pour limiter le débat   la Kennedy School sur les droits de l homme dans quelque pays que ce soit.  

Il n a pas précisé pourquoi il avait rejeté la bourse de M. Roth, sauf pour dire que c  tait   sur la base de mon évaluation de ses contributions potentielles   l  cole.  

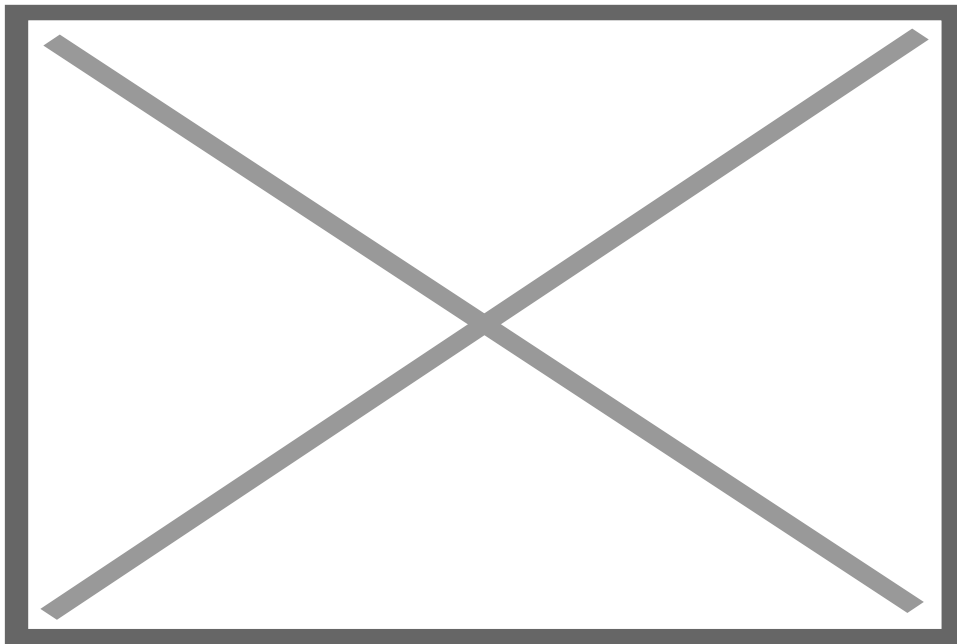
Quant   M. Roth, qui, après la volte-face de Harvard, a accepté une offre de l Universit  de Pennsylvanie, où il est maintenant boursier   la Perry World House, M. Elmendorf a déclaré :   J esp re que notre communauté sera en mesure de bénéficier de sa profonde expérience dans un large éventail de questions relatives aux droits de l homme.  

Roth, joint par téléphone après l annonce de l annulation, a déclaré qu il était satisfait de la décision, qu il a attribuée   la préoccupation   massive   de la faculté, et qu il utiliserait la bourse pour travailler   un livre sur ses décennies de défense des droits de l homme. Mais il a également appelé   plus de transparence.

Le doyen Elmendorf a déclaré qu il avait pris cette décision en raison de personnes qui   comptaient   pour lui   l universit   , a déclaré M. Roth, faisant référence aux [comptes rendus publiés](#) par les membres de la faculté.   Il refuse toujours de dire qui étaient ces personnes qui comptaient pour lui  .

Et il a appelé Harvard à s'engager plus fermement en faveur de la liberté académique, y compris pour les personnes qui ne sont pas en mesure de mobiliser l'opinion publique.

« Pénaliser les gens pour avoir critiqué Israël ne se limite guère à moi », a-t-il poursuivi. « Que va faire la Kennedy School, et plus largement Harvard, pour montrer que cet épisode traduit un engagement renouvelé envers la liberté académique, plutôt qu'un traitement exceptionnel pour un individu bien connu ? »



La Harvard Kennedy School, une école de politique publique située à Cambridge (Massachusetts), abrite une douzaine de centres de recherche, dont le Carr Center for Human Rights Policy. Crédit : Kayana Szymczak

L'incident a été la dernière flambée en date dans le débat en cours sur la question de savoir quel moment la critique d'Israël se transforme en antisémitisme, et quel moment les accusations d'antisémitisme, à leur tour, sont utilisées pour faire taire les critiques.

Dans des interviews (et sur Twitter), Roth, un juif dont le père a fui l'Allemagne nazie lorsqu'il était enfant, a déclaré que la décision initiale d'Elmendorf reflétait l'influence de ceux qui cherchent à délégitimer Human Rights Watch, qui a surveillé les abus dans plus de 100 pays, en tant qu'observateur impartial d'Israël. Et il a été critiqué comme un cas de « [censure dirigée par les donateurs](#) », bien qu'il ait dit qu'il n'avait aucune preuve.

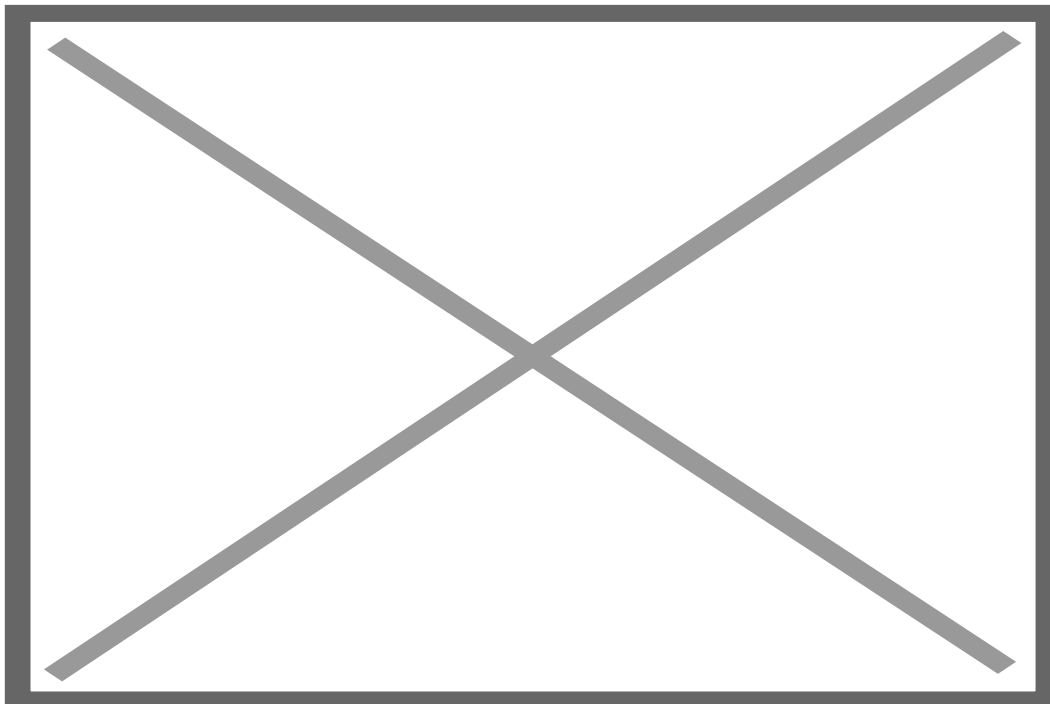
« Il semble clairement que ce soit l'influence des donateurs qui sape l'indépendance intellectuelle », a-t-il déclaré dans une interview accordée au *New York Times* la semaine dernière.

(Un porte-parole de Harvard a déclaré que l'université et son président, Lawrence Bacow, n'avaient pas de commentaire).

L'«influence des donateurs peut être obscure, les détails des conversations tenues à huis clos remontent rarement à la surface». Mais Israël a été un point chaud particulier ces dernières années, certains donateurs préoccupés par ce qu'ils considèrent comme des tendances antisémites ou anti-Israël dans le monde universitaire ont cherché à annuler des dons ou à influencer les décisions d'embauche.

En 2020, l'Université de Toronto a interrompu l'embauche de Valentina Azarova en tant que directrice du programme des droits de l'homme de sa faculté de droit, après qu'un donateur important ait contacté un administrateur pour lui faire part de ses inquiétudes concernant ses travaux universitaires critiquant le bilan d'Israël en matière de droits de l'homme. (Après un tollé public, l'université a offert le poste à Azarova avec des protections pour la liberté académique, mais elle a refusé).

L'année dernière, l'université de Washington a remboursé un don de 5 millions de dollars, après qu'un donateur de son programme d'études israéliennes ait exprimé son mécontentement à l'égard d'un professeur qui s'était joint à d'autres spécialistes des études israéliennes et juives pour signer une lettre ouverte critiquant la conduite du gouvernement israélien à l'égard des Palestiniens et des Arabes dans le pays et dans les territoires palestiniens. Le donateur, selon l'université, avait demandé que le contrat de donation soit modifié pour interdire aux universitaires soutenus par la donation de faire des déclarations « considérées comme hostiles à Israël. »



Douglas Elmendorf, actuellement doyen de la Harvard Kennedy School, témoignant devant la commission budgétaire de la Chambre des représentants en 2015. Crédit: Jabin Botsford/The New York Times.

La Kennedy School, une confédération de 12 centres et de dizaines d'autres initiatives, est l'une des principales écoles de politique publique du pays. Elle n'est pas non plus étrangère

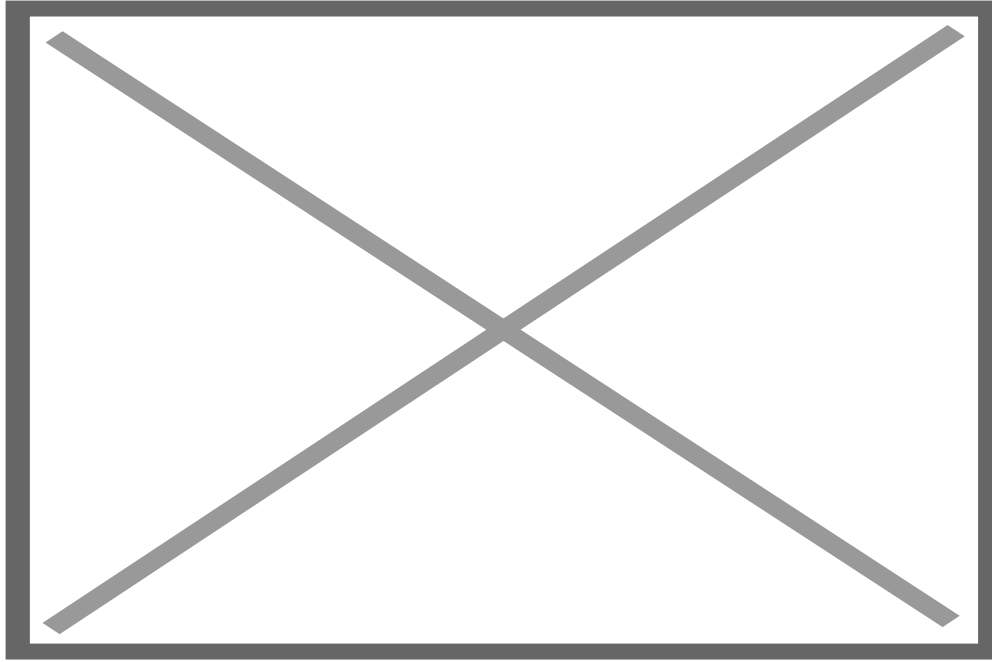
À la controverse, qui provient souvent non pas de son corps professoral régulier, mais de ses plus de 750 boursiers invités, qui comprennent des personnalités éminentes de la politique, du gouvernement et des médias.

En 2017, Elmendorf a [annulé une bourse](#) offerte à [Chelsea Manning](#), l'ancienne analyste du renseignement de l'armée qui, en 2010, a divulgué des archives de documents militaires et diplomatiques à WikiLeaks, suite aux critiques de [Mike Pompeo](#), alors directeur de la CIA, et d'autres membres de la communauté du renseignement. En 2019, Rick Snyder, ancien gouverneur du Michigan, s'est [retréci](#) d'une bourse après que sa nomination a suscité une réaction négative sur les réseaux sociaux et de la part d'étudiants qui ont cité son rôle dans [la crise de l'eau de Flint](#).

En ce qui concerne les voix partisans sur le conflit israélo-palestinien, l'école a accueilli une variété de boursiers ces dernières années, y compris [Amos Yadlin](#), un général israélien supérieur à la retraite, et [Saeb Erekat](#), alors négociateur palestinien en chef et secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine.

C'est Mathias Risse, directeur du Carr Center, qui a recruté Roth pour cette bourse, qui ne prévoit aucune tâche d'enseignement. Dans un courriel adressé aux étudiants, aux membres de la faculté, aux boursiers, aux anciens élèves et d'autres personnes du Carr Center la suite de la publication de l'article du *Nation*, M. Risse a qualifié M. Roth de « l'un des plus éminents d'opposeurs des droits de l'homme de notre époque » et a déclaré que le refus de la bourse était « l'un des moments les plus difficiles de ma vie professionnelle ».

Dans des interviews et des courriels adressés au *Times*, Risse et un autre membre de la faculté, Kathryn Sikkink, ont déclaré qu'Elmendorf, en expliquant son rejet de Roth, avait invoqué la perception selon laquelle Human Rights Watch était « biaisé » contre Israël. Il leur a dit qu'il avait pris connaissance de cette question à la suite de discussions avec des personnes anonymes au sein de l'université, ont-ils ajouté.



Roth, à droite, à l'annonce du rapport Ben Gurion en 2019 avec Omar Shakir, un employé américain de Human Rights Watch qui a été expulsé par Israël. Crédit: Jack Guez/Agence France-Presse et Getty Images

Les donateurs, disent-ils, n'ont pas été mentionnés. Mais ils ont indiqué qu'un rapport de Human Rights Watch datant de 2021, qui concluait que la politique d'Israël à l'égard des Palestiniens dans les territoires occupés répondait à la définition juridique du « crime d'apartheid », a été discuté.

La question de savoir si Human Rights Watch est juste envers Israël est depuis longtemps [une source de discorde](#), à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation. Dans un essai d'opinion publié en 2009 dans le *Times*, Robert Bernstein, l'un des fondateurs du groupe, a accusé ses critiques à l'égard d'Israël d'« aider ceux qui souhaitent faire d'Israël un État paria. »

En 2019, Israël a [expulsé](#) le directeur du groupe pour Israël et la Palestine et le chercheur principal et auteur [du rapport 2021](#), Omar Shakir, en vertu d'une loi interdisant les étrangers qui soutiennent un boycott d'Israël ou de ses territoires. À l'époque, Shakir avait nié que lui-même ou Human Rights Watch avaient appelé à un boycott total d'Israël ou de ses colonies par les consommateurs.

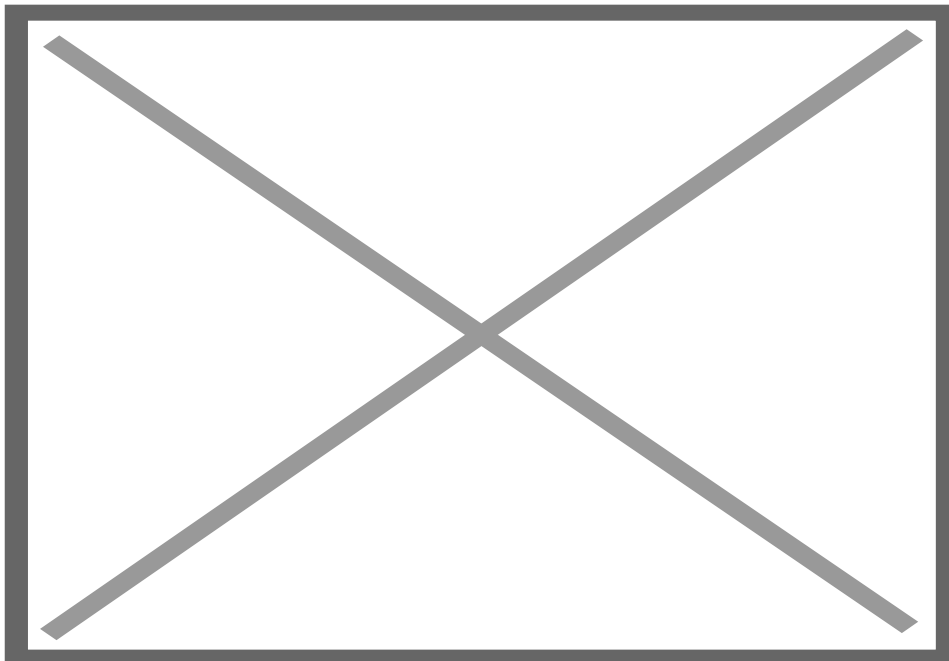
Avec son rapport de 2021, intitulé « A Threshold Crossed », Human Rights Watch est devenu le premier grand groupe international de défense des droits de l'homme à appliquer le terme « apartheid » au comportement d'Israël. Six mois plus tard, [Amnesty International](#) a fait de même dans son propre rapport. (En 2022, la Clinique internationale des droits de l'homme de la faculté de droit de Harvard a publié un [rapport](#) similaire, moins remarqué).

Sarah Leah Whitson, ancienne directrice pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à Human Rights Watch, a déclaré que la désignation d'« apartheid » était intervenue après un débat

interne Â« douloureux Â».

Â« Nous avons d'Ã© travailler pendant des annÃ©es pour gagner la confiance des hauts dirigeants de lâ??organisation et leur faire comprendre quâ??il sâ??agissait dâ??un domaine important pour nous Â», a d'Ã©clarÃ© Mme Whitson, aujourdâ??hui directrice exÃ©cutive de [Democracy in the Arab World Now](#), ou DAWN. Il y avait une crainte Â« que si vous franchissez ces lignes rouges, ils essaient de vous d'Ã©capiter en tant que groupe de d'Ã©fense efficace Â».

Le rapport de Human Rights Watch a Ã©tÃ© attaquÃ© par IsraÃ©l, dont lâ??ambassadeur aux Ã©tats-Unis a d'Ã©clarÃ© quâ??il frisait lâ??antisÃ©mitisme. Lâ??American Jewish Committee lâ??a [qualifiÃ©](#) de Â« travail de hache Â» et a accusÃ© Roth de nourrir une Â« animositÃ© personnelle envers IsraÃ©l Â». Certains groupes juifs progressistes qui ont exprimÃ© [leur inquiÃ©tude](#) face aux Â« attaques vitrioliques Â» contre le rapport ont Ã©galement soulignÃ© leur propre d'Ã©saccord avec le terme Â« apartheid Â».



Une vue du village de Walaja en Cisjordanie, en d'Ã©cembre 2021, montrant le mur de sÃ©paration israÃ©lien. CrÃ©dit: Samar Hazboun pour le New York Times

Le rapport ne qualifie pas IsraÃ©l, comme lâ??ont fait certains (y compris [certains groupes israÃ©liens](#)), d'Â«[Ã©tat dâ??apartheid](#)Â». Il utilise ce terme pour faire rÃ©fÃ©rence non pas au caractÃ©re du gouvernement israÃ©lien, mais Ã© des politiques discriminatoires spÃ©cifiques dans les territoires occupÃ©s, qui, selon lui, rÃ©pondent Ã© la dÃ©finition du Â« crime dâ??apartheid Â» Ã©noncÃ©e dans les interdictions juridiques ratifiÃ©es au niveau international et adoptÃ©es par les Nations unies et la Cour pÃ©nale internationale.

M. Roth a d'Ã©clarÃ© que lâ??objectif du rapport, quâ??il a Â« personnellement passÃ© beaucoup de temps Ã© rÃ©viser Â», nâ??Ã©tait pas dâ??assimiler IsraÃ©l Ã© lâ??ancien rÃ©gime raciste dâ??Afrique du Sud, mais dâ??appliquer des dÃ©finitions juridiques. Et il reflÃ©te la rÃ©alitÃ©, dit-il,

que le processus de paix est « mort ».

« Il n'y a aucune preuve que ce qui se passe aujourd'hui va disparaître », a-t-il dit.
« C'est ce qui nous a amenés à réaliser que nous devons changer notre paradigme ».

Pour certains sur le campus, la question concerne moins Roth ou Human Rights Watch que l'équilibre du discours sur le campus.

« Du point de vue de la liberté d'expression, oui, il devrait avoir droit à une bourse » si le Carr Center a jugé bon de l'inviter, a déclaré Natalie Kahn, étudiante en dernière année à Harvard College et coprésidente de Harvard Students for Israel. « Je pense cependant qu'il y a tellement de personnes à Harvard qui épousent des opinions anti-Israéliennes que nous n'avons vraiment pas besoin d'un autre ».

Ahmed Moor, un diplômé de la Kennedy school de 2013 qui a aidé à organiser une [lettre ouverte](#) d'anciens élèves palestiniens protestant contre la décision initiale d'Elmendorf, a noté que l'école avait accueilli Yadlin, le général israélien, mais aussi des « gens comme moi ».

« C'est bien et approprié pour ce genre d'institution », car représenter de nombreux points de vue fait partie de l'objectif d'un « programme de politique publique de premier ordre ».

Concernant la décision initiale il ajoute : « C'est là que le doyen actuel a tout gâché ».

Jennifer Schuessler est une journaliste culturelle qui couvre la vie intellectuelle et le monde des idées. Elle est basée à New York. [@jennyschuessler](#)

Marc Tracy est journaliste au Bureau de la culture. [@marcatracy](#)

Trad. A.G pour l'Agence Média Palestine

Source : [The New York Times](#)

date créée
2023/01/20